

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 807

Artikel: Moins d'État : poubelles (ir)responsables
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022724>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les pros anti-menace

En prenant son train dans l'aube mal lavée, chaque soldat suisse sait que son sacrifice a un sens. Equipée à domicile, habituée à sa place de mobilisation, la troupe entre en service rapidement. L'armée de milice serait donc au rendez-vous de l'agresseur, même matinal.

Hélas, tout cela n'est pas vrai. Le nouveau chef de l'état-major général, Eugen Luthy estime que la durée de la mobilisation ne correspond plus aux menaces d'intervention permanente. Il propose une solution dont la forme n'a d'ailleurs rien de révolutionnaire. La troupe — un bataillon mécanisé renforcé, soit un peu plus de mille hommes — hélicoptérée, serait composée de volontaires qui rempliraient leurs obligations militaires en un an de service continu. Elle pourrait faire face aussi bien à une attaque brusquée de parachutistes adverses qu'à une campagne terroriste dont le but serait de désorganiser la mobilisation de l'armée.

SOLUTION ANTICONSTITUTIONNELLE?

L'idée est dans l'air. A l'étranger, même les puissances atomiques ont senti le besoin de se doter d'une force armée de ce type, apte également à des actions extérieures en coup de poing. L'Autriche nous devance pour une fois dans le domaine militaire en mettant sur pied une division renforcée de grenadiers blindés. Depuis quelques mois, plusieurs porte-parole militaires mettent en doute la possibilité pour notre pays de répondre à temps à toutes les menaces et d'utiliser avec compétence les armes sophistiquées, par la seule vertu de l'armée de milice. Ne sommes-nous pas condamnés à mettre sur pied, d'une façon ou d'une autre, une troupe professionnelle? Le Département militaire ne tient-il pas déjà compte des dangers, notam-

ment du terrorisme, en organisant l'échelonnement des cours de répétition de telle sorte qu'au moins un régiment de combat en service soit à disposition en permanence durant l'année?

Le débat est ouvert, même s'il se cantonne presque exclusivement, pour l'instant, à la Suisse alémanique. Les adversaires de toute atteinte au principe de milice évoquent l'article 13 de la Constitution fédérale. En effet, ni la Confédération, ni les cantons ne peuvent entretenir de troupe permanente composée de plus de 300 hommes. Mais le projet Luthy est-il celui d'une troupe permanente, au sens où l'entendaient les constituants de 1848/74? Assurément pas si l'on en croit les juristes de la couronne. Depuis 1939, n'existe-t-il pas une escadre aérienne de surveillance et, depuis 1941, un corps de gardes de forteresse? Le système de surveillance et d'intervention aérienne «Florida» n'est pas aux mains de la milice non plus.

DÉBAT SANS CAMOUFLAGE

Mais avant l'échange d'arguments juridiques, il faut se poser la question du sens même du projet, soit le but poursuivi.

Le bataillon mécanisé rapide doit-il protéger la mobilisation de l'armée, des «gros» comme on dit lorsqu'on se penche sur les cartes d'état-major avec compétence? Dans ce cas, cette force paraît bien insuffisante s'il s'agit de tenir en échec un adversaire — les forces du Pacte de Varsovie — qui ne s'en prendrait pas à un point de notre territoire, mais à une multitude. Ceci dans le cadre d'une guerre générale, car l'hypothèse d'une attaque contre la seule Helvétie neutre paraît bien improbable. Mais on veut peut-être lui confier des missions de commandos préventives, à l'extérieur du territoire, dans la phase de protection de la neutralité déjà. Si telle est l'idée, alors le projet doit être combattu avec la dernière énergie: il remet en question la définition étroite et précise de la défense de notre neutralité qui doit, sauf dans le cas d'un conflit, se

borner aux frontières du territoire. Ce principe politique doit subordonner tout point de vue stratégique, toute considération technologique ou toute envie héroïque.

Enfin, si le projet Luthy doit servir de substitut à la police fédérale de sécurité que le peuple a refusée en 1978 par 56% des votants, il faut alors aussi que cela soit dit. En refusant à l'Etat le renforcement des moyens policiers, les électeurs ont fait un choix politique clair. Ils n'ont été convaincus ni par la menace du terrorisme, ni par les arguments d'efficacité. Indirectement ou non, ils ont exprimé leur confiance à la démocratie et aux institutions existantes. Sur un sujet aussi capital, il ne peut y avoir de faux-fuyants. Le choix doit rester clair.

Il est difficile de dire dès maintenant si les projections que font les militaires d'une crise internationale et si leur estimation des menaces sont pertinentes. La solution proposée doit en tout cas faire l'objet d'un large débat. Au cours duquel ses inconvénients politiques seront mis en balance avec les avantages techniques attendus. Le moins que l'on puisse dire c'est que le projet Luthy, à ce stade, apparaît trop habile pour être accepté tel quel et il convient que les buts visés soient annoncés clairement.

MOINS D'ÉTAT

Pouvelles (ir)responsables

Moins d'Etat, plus de responsabilité! Le slogan est bien dans l'air du temps. Mais ceux qui le brandissent à tous vents ont souvent peine à rester cohérents. Ainsi la conseillère nationale Vreni Spoerry, représentante de la droite zurichoise pure et dure qui, par voie de motion, prie le Conseil fédéral de faire en sorte qu'au plus tard dans un an et demi des dépôts et des

Eviter la colonisation

Etes-vous pour ou contre une participation de la Suisse au sommet des chefs d'Etat et de gouvernements francophones à Paris?

Voilà bien la forme de question garantissant à coup sûr la formation de deux camps sans qu'il soit nécessaire de préciser aux personnes interrogées l'objet de la réunion. Car finalement combien sont ceux qui connaissent les raisons de telles retrouvailles? Jusqu'à plus ample informé, la langue française ne peut prétendre être le seul dénominateur commun ni l'instrument opérationnel exclusif permettant d'analyser l'endettement mondial, le surarmement ou la défense des droits de l'homme. Croire, dans ces conditions, que la Suisse peut être amenée à prendre des engagements contraires à son statut de neutralité n'est pas très plausible et voir le Conseil fédéral se retrancher derrière des pratiques souvent transgressées parce que dépassées tient un peu de la provocation à l'endroit des Romands (DP 805).

En optant pour la semi-audace — l'envoi d'un observateur — le Conseil fédéral risque au moins

installations d'incinération pour déchets spéciaux (lisez «hautement toxiques») soient mis à disposition. Cette intervention n'est pas sans rapport avec la fermeture de la décharge de Kolliken qui présentait des dangers pour la région. Lorsque la collectivité cherche à régler la fabrication et l'usage de produits dangereux, les milieux industriels cherchent par tous les moyens et parviennent généralement à affaiblir les prescriptions qui leur sont destinées. Mais confrontés à l'élimination de leurs déchets, ils s'empressent d'appeler l'Etat à leur secours.

de s'apercevoir, sur la base des comptes rendus qui lui seront faits, qu'un des problèmes-clés abordés à Paris concerne bien l'avenir du français, de la culture qu'il véhicule, et qu'il touche finalement peut-être aussi les deux autres langues et cultures nationales.

En fait, l'un des thèmes cruciaux à l'ordre du jour, si l'on en croit le *Monde diplomatique* du mois de décembre 1985, porte sur les industries de la langue et le risque du «tout anglais».

L'incontestable avance des Américains et des Japonais dans l'informatique fait qu'elle est conçue par et exclusivement pour des anglophones. A ceux qui parlent un autre idiome de s'adapter. C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années chercheurs, techniciens et hommes d'affaires se sont progressivement mis à apprendre et comprendre les langages importés indispensables au fonctionnement des ordinateurs sans toutefois que n'éclate au grand jour cette colonisation culturelle.

Il fallut attendre la diffusion des logiciels de traitement de texte, dont les transformations exigées par les particularités du français demandèrent plusieurs années et de gros investissements, pour en prendre vraiment conscience.

Aujourd'hui nous nous trouvons à la veille de la phase la plus spectaculaire de l'évolution de l'informatique: celle qui va la populariser dans la mesure où tout un chacun pourra s'adresser à l'instrument, converser avec lui dans un langage proche du langage naturel, sans devoir recourir au clavier, ni à l'écran. Développement logique, cette «super-animation» de la machine n'en requiert pas moins des investissements financiers, scientifiques et techniques gigantesques, sans oublier bien sûr que l'automate ne fonctionne que lorsqu'on lui parle en anglais.

Comment prendre désormais en charge la traduction de ces logiciels?

Description systématique des langues, établisse-

ment de correspondances entre elles, repérage des sous-entendus, détection des accents liés à l'origine du locuteur posent des problèmes hypercomplexes qui mobiliseront informaticiens et linguistes dans des programmes d'envergure et très coûteux.

Renoncer à envisager une telle démarche pour le français risquerait de le condamner à terme: «Les langues qui ne s'industrialiseront pas cesseront, un jour, d'être véhiculaires, même chez ceux qui les parlent, tant sera forte, dans la communication scientifique, industrielle et commerciale, la pression des machines capables de manipuler la langue de leur concepteur, à défaut de celle de leur utilisateur. On le voit, les industries de la langue en gestation posent aux pouvoirs publics des Etats non anglophones une question très simple: sont-ils, oui ou non, décidés à payer le prix de la survie de leur identité linguistique et, en premier lieu, à financer les recherches, fatalement de longue durée, nécessaires à la «mise à plat» de leur langue écrite ou parlée?»¹.

On sera reconnaissant à la France d'avoir saisi l'importance de ces enjeux imminents et d'avoir convié la première des pays francophones pour en parler. En y réfléchissant, on s'aperçoit que notre pays n'y est aucunement de trop; la matière des discussions pourrait le concerner plutôt trois fois qu'une.

V. R.

¹ «Le risque de «tout-anglais» — Industries de la langue et identité nationale», Bernard Cassen, *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

«TOU-ANGLAIS», REALLY?

Le programme des télévisions francophones TV5 (France, Belgique, Suisse et Canada), transmis par satellite, présente ses émissions avec des sous-titres introductifs en anglais.